

Annexe 10

Transcription d'entretien - Valentin Couvreur

Erin Piret : Est-ce que d'abord tu pourrais me présenter ton poste au sein de Louvain ?

Valentin Couvreur :

Oui, donc je suis chercheur qualifié FNRS. C'est un poste un peu spécial, hybride, dans lequel je suis officiellement engagé par le Front national de la recherche scientifique en Belgique pour faire majoritairement de la recherche.

Mais j'ai aussi une petite charge de cours ici, à l'UCLouvain. Je suis basé en faculté des bioingénieurs. Je donne, notamment des cours sur la transition et les cours à la modélisation des systèmes biologiques. Il y a donc les 2 premiers piliers qui sont la recherche et l'enseignement. Et donc à côté de cela, il y a un 3e pilier qui est le service à la société et c'est là-dedans que s'inscrit ce que je fais autour du numérique durable, mais plus largement aussi, la transition sur le campus de Louvain. Pour ma recherche, je suis basé à l'*Earth and Life Institute*.

Erin Piret : C'est aussi un institut de l'UCLouvain ?

Valentin Couvreur :

Oui, tout à fait.

Erin Piret : Cela veut dire quoi pour vous, numérique responsable ?

Valentin Couvreur :

Il y a un ensemble d'actions et de comportements qu'on peut décrire comme étant plus responsable selon différents critères. Parmi ces critères, il y a plein de dimensions qui peuvent être prises en compte. On entend souvent parler d'impact carbone par exemple, donc ce sont les émissions de CO2 qui sont liées à nos achats ou à l'utilisation qu'on fait de nos outils numériques. Il y a aussi la fin de vie, la durée d'utilisation. Il y a plein de choses qui peuvent rentrer là-dedans et donc cela, typiquement pour nos ordinateurs, on y pense.

À côté du carbone et des questions qui sont liées, il y a des questions qui peuvent être liées aussi à tout ce qui est biodiversité et pollution, aussi dans le processus de fabrication de nos objets numériques.

Et puis il y a d'autres dimensions qui sont plus éthiques. Par exemple « comment est-ce que nos comportements et nos achats vont affecter les populations dans les pays où les matériaux sont extraits ? ». Si on sort un petit peu du numérique, pour d'autres types de produits, on parle par exemple de *fair trade*. *Fair trade*, ce n'est pas la même chose que bio, par exemple, et donc on voit y a toujours des cahiers des charges différents. On peut se dire que pour le numérique finalement, il y a aussi un impact de notre utilisation des objets numériques sur les populations. Quel est cet impact ? On peut s'interroger là-dessus. Et c'est notamment quelque chose qu'on essaie de mettre en avant dans la campagne « Ecosia on campus ». Je pense qu'il faut toujours mettre cela dans la balance avec les besoins que l'on a réellement. Si on voulait limiter au maximum nos impacts liés au numérique, on n'aurait pas d'ordinateur, pas de téléphone etc. On ne pourrait plus fonctionner. On essaie de se positionner et de faire le bilan entre les pour et les contres pour avancer vers des comportements et des choix d'objets qui sont plus responsables mais qui nous permettent tout de même de fonctionner.

Erin Piret : Comment différencies-tu la sobriété numérique par rapport au numérique responsable ?

Valentin Couvreur :

Je n'ai pas l'habitude de jongler entre les 2 concepts. Mais bon je me dis que sobriété est plutôt liée à une réduction de notre utilisation. Par exemple, considérons que j'ai un deuxième écran, en plus de mon laptop. Mon ordinateur portable peut se connecter à un écran supplémentaire de manière à avoir plus de confort dans l'utilisation. Là, on pourrait se dire qu'une démarche plus sobre, ce serait de se limiter au seul écran de mon ordinateur portable qui est bien suffisant pour faire ce que je fais.

Maintenant, je ne sais pas si la sobriété peut englober aussi les aspects plus éthiques : d'où viennent les pièces de mon ordinateur, quels sont les impacts sur les populations locales, sur les personnes qui ont construit l'ordinateur, des choses comme cela. Donc cela, j'imagine que cela rentrerait plus dans le numérique responsable. Cela dit, je n'ai pas une expérience particulière là-dessus, donc c'est vraiment ce que j'imagine être cette différence.

Erin Piret : Tu me disais tantôt que tu animais un séminaire sur la transition, est-ce que tu abordes les enjeux écologiques du numérique dans ce séminaire ?

Valentin Couvreur :

On n'a pas encore fait cela. Maintenant, c'est un séminaire qui est amené à évoluer d'année en année parce qu'on invite à chaque fois des personnes qui ont une expertise sur une thématique. On essaie à chaque fois d'avoir des personnes qui viennent plutôt du secteur des sciences humaines, par exemple, en face d'autres personnes qui viennent d'autres secteurs, comme le secteur des sciences et technologies. On n'a pas encore eu un séminaire sur la thématique du numérique. Maintenant, ce serait tout à fait possible et je pense d'ailleurs, que cela serait très intéressant de croiser les aspects psychologiques ou des aspects anthropologiques, avec ceux qui sont plus technologiques, par exemple. Donc je crois qu'on pourrait largement faire rentrer cela dans le cours. Une petite manière dont cela a été introduit, c'est à travers un atelier qu'on appelle « 2tonnes » dans lequel on a une empreinte carbone et dans lequel tous les objets connectés, incluant les ordinateurs, ont une empreinte et sont mis dans la balance avec nos autres comportements, sur la mobilité ou l'alimentation par exemple. Ce que on voit en général chez les personnes qui remplissent leur empreinte carbone, c'est que l'empreinte des objets est relativement faible. Maintenant, je suis tout à fait conscient que c'est en augmentation exponentielle et que cela peut varier fortement d'une personne à l'autre. Si on regarde beaucoup de films HD, si je change de téléphone et d'ordinateur tous les deux ans, cela peut avoir un plus grand impact.

Erin Piret : Au niveau de l'UCLouvain, est-ce que tu as l'impression que la sobriété est un sujet émergent, ou pas encore ?

Valentin Couvreur :

C'est un sujet qui était déjà évoqué, je pense en 2017. Il y a eu un bilan carbone de l'UCLouvain qui a été présenté au Conseil du développement durable et dans ce bilan carbone, on voyait l'impact du numérique, enfin, une estimation. C'était dans le cadre d'un mémoire, je pense. On voyait qu'effectivement, il y avait un impact. Maintenant, ce qui avait largement le plus gros impact, c'était la navette des étudiants et étudiantes. Donc , l'UCLouvain essaie vraiment de remettre un petit peu tout cela dans la balance pour avoir une vue quantitative. L'UCLouvain était tout à fait consciente que

c'est quelque chose qui était amené à évoluer aussi, et qu' il fallait vraiment garder un œil dessus... Dernièrement, il y a eu des évolutions. J'ai notamment remarqué que lorsque j'ai acheté mon ordinateur en 2019 à l'UCLouvain, si je me rappelle bien, on me donnait l'empreinte carbone. Maintenant, je ne suis pas sûr que cela se faisait déjà à ce moment-là, mais je pense que c'était déjà prévu. Ce que je suis sûr, c'est que maintenant, l'UCLouvain fait cela pour les voyages en avion versus les voyages en train, et donc on a une indication de l'empreinte carbone. Je pense que c'était aussi le plan d'avoir cette information-là lorsqu'on achète un ordinateur. Je sais que d'autres actions sont considérées. J'étais en charge de piloter un petit groupe qui étudiait comment on allait faire évoluer la consommation à l'UCLouvain pour le Plan transition. Le numérique faisait partie de ces aspects de consommation. On avait évoqué différentes actions possibles, déjà à l'époque. On essayait de déterminer ce qui a le plus d'impact. Je me rappelle que David Bol avait présenté une quantification de l'impact du numérique. Il nous disait que c'était quelque chose à vraiment considérer et qu'une chose qui aurait un impact relativement important, cela serait d'augmenter la durée de vie de nos ordinateurs. Des choses sont en train de bouger, mais cela prend beaucoup de temps car il faut réussir à convaincre les personnes qui sont dans le processus de décision et tout le monde n'a pas la même opinion là-dessus. Il y a aussi des limitations liées aux marchés publics, par exemple. On ne peut pas, du jour au lendemain, décider de se diriger vers autre un fournisseur d'ordinateurs qui est plus durable. Il faut que les critères soient justifiés et que l'on puisse mettre en concurrence plusieurs fournisseurs. A l'époque, on avait identifié un fournisseur qui crée des ordinateurs plus durables, qui avaient notamment une partie de l'ordinateur qui était en bois, c'était assez joli. Par contre c'était à une relativement petite échelle. C'était par exemple une des contraintes qui faisaient qu'on ne pouvait pas imaginer proposer le marché à cette entreprise-là, l'Université de Louvain. Par contre, dans les marchés publics, on peut mettre certains critères plus en avant, par exemple donner l'avantage à une entreprise qui propose des objets plus durables en termes d'empreinte carbone. Je crois que c'est en train de bouger progressivement. Mais il faut toujours s'assurer qu'il y a plusieurs entreprises qui peuvent remettre une offre qui répond aux critères. Et donc cela reste délicat.

A côté de cela, il y a des contraintes plus techniques. C'est-à-dire que la durée de vie dans l'ordinateur, elle n'est pas infinie. C'est très difficile d'imaginer que l'on puisse, à très grande échelle, conserver des ordinateurs sept ou huit ans par exemple, parce qu'ils ne sont plus sous garantie. Donc l'UCLouvain essaie de leur donner une seconde vie. On est conscient qu'on s'expose à des risques une fois que l'on va au-delà de la garantie, parce qu'on risque de perdre beaucoup de données, par exemple. On risque d'avoir des personnes qui ne peuvent plus travailler pendant plusieurs semaines. Et puis, il y a beaucoup d'aspects qui font que l'on avance doucement. Toutefois, je pense qu'il n'y a pas d'informations officielles qui sont sorties récemment spécifiquement sur le numérique et sur les actions qui prennent forme. C'est encore à voir en fait, parce que beaucoup d'actions ont été imaginées, et je pense qu'il y en a très peu qui ont été mises en place.

Erin Piret : Est-ce que tu as une vue sur ce qui se passe à la fin des 5 ans de garantie, où va ton ordinateur après cette durée de vie ?

Valentin Couvreur :

Alors, il y a une partie des ordinateurs qui, d'après ce que j'ai appris via le service informatique, sont reconditionnés. C'est-à-dire qu'on essaie de leur donner une deuxième vie, tout en étant conscient que ce sont des ordinateurs qui vont être utilisés à court terme, par exemple par des personnes ont absolument besoin d'un ordinateur d'appoint en attendant d'avoir un ordinateur qui est en train

d'arriver. Il y a une partie des ordinateurs qui part en salle informatique et donc là, on pense plutôt à détourner des tours, ce ne sont pas des ordinateurs portables. En salle informatique, ce ne sont pas des ordinateurs dont une personne dépend spécifiquement. Les ordinateurs sont directement connectés à des serveurs. Tout ce qui est enregistré n'est pas enregistré localement sur l'ordinateur, c'est enregistré sur le serveur. Donc si l'ordinateur rendait l'âme du jour au lendemain, cela ne serait pas grave parce que les données importantes ne sont pas stockées sur l'ordinateur physiquement. Donc cela s'y prête relativement bien.

À côté de cela, quand j'étais étudiant, donc c'était vers 2007, j'étais impliqué dans un projet où des ordinateurs de l'UCLouvain étaient envoyés en Afrique. C'était aussi une autre possibilité de seconde vie. Il y avait une entreprise qui faisait le lien entre l'UCLouvain et les organisations non-gouvernementales africaines. Maintenant, qu'est-ce qu'ils en font une fois que c'est arrivé là-bas ? Ce n'est pas clair. Il y a peut-être une majeure partie qui n'est en fait pas recyclée, et on a très peu de contrôle là-dessus... Une dernière possibilité que j'ai en mémoire, c'est que pendant les années COVID, il y a l'enjeu de permettre à des personnes qui n'ont pas les moyens de s'acheter un ordinateur à la maison, d'avoir accès à ces ressources pour pouvoir suivre des cours à distance. Je pense que l'UCLouvain a mis des ordinateurs à disposition à des étudiants et étudiantes. D'ailleurs cela a été un enjeu d'ailleurs, dans l'ensemble de la Fédération Wallonie-Bruxelles et on a vu qu'en Flandre, il y avait beaucoup d'ordinateurs qui ont été mis à disposition, beaucoup moins qu'en Fédération Wallonie-Bruxelles, il y avait moins de budget pour cela, et donc il y a eu un gros enjeu d'arriver à recycler finalement, enfin à donner une 2^{de} vie à ces ordinateurs pour les personnes qui en avaient besoin.

Erin Piret:

Tu me parlais de l'entreprise qui envoyait les ordinateurs en Afrique, d'après ce que j'ai lu, c'est encore d'actualité. Même si tu n'es plus impliqué là-dedans, est-ce que tu sais si c'est quelque chose qui se faisait automatiquement ou l'envoi était plus aléatoire ?

Valentin Couvreur :

A l'époque, quand j'étais impliqué dans ce projet, c'était peut-être une fois par an, si je me rappelle bien. On essayait de faire un inventaire de toutes les ressources qui n'étaient plus utilisées et qui étaient stockées dans un local et on essayait de faire une sélection et de voir ce qui pourrait être valorisé. Mais c'était donc pas vraiment en mode : "hop, on a un ordinateur, on va directement l'envoyer là-bas". C'était plutôt qu'au bout d'un certain temps un gros volume d'ordinateurs qu'on pouvait envoyer dans ces pays, dans lesquels on a besoin de matériel informatique. Il y a sûrement des chiffres qui sont disponibles sur les proportions d'ordinateurs qui partent dans ces différentes filières. Je pense que pendant les années COVID, les chiffres ont pas mal évolué parce qu'il y avait de nouveaux besoins. On essayait vraiment de retomber sur nos pattes, à Louvain, pour les revaloriser mieux en interne. On a aussi plus de contrôle sur leur usage, lorsque c'est en interne. Alors que si c'est envoyé dans un autre pays, il y a peut-être les trois-quarts qui vont à la casse et on ne le sait pas.

Erin Piret : Tu me disais aussi que tu avais piloté un groupe sur l'axe de consommation pour le plan de transition ? Est-ce que le groupe est encore actif aujourd'hui ou seulement aux moments de la publication des plans de transition ?

Valentin Couvreur :

C'était un *one-shot*. C'est Marc qui avait eu cette idée de former ces petits groupes dans lesquels il y avait des personnes qui représentaient différentes entités de l'UCLouvain. C'était très important d'inclure des personnes qui ont de l'expérience en interne dans l'administration, sur tous les aspects de la consommation, qui incluaient les déchets, le numérique...Il y avait aussi la finance, dans ce groupe, des personnes toujours aux études, des personnes qui font de la recherche, des académiques, etc. On s'était réuni, si je me rappelle bien, trois fois. En plus de cela, il y avait une séance où un peu plus de personnes participaient, tout le monde était le bienvenu, pour essayer de réfléchir ensemble. C'était un *one-shot* qui a permis d'écrire le chapitre sur la consommation durable dans le plan transition qui a été publié en 2020. Après, cela il y a encore eu beaucoup de suivi, mais qui n'impliquait pas nécessairement ce groupe-là. Je pense qu'il y a beaucoup d'échanges informels, notamment avec des personnes au sein de l'administration, notamment le SGSI, qui s'occupe de tout ce qui est service informatique. Au niveau des différents rapports de transitions qui sortent chaque année, vers novembre ou décembre, il y a aussi des évaluations qui sont faites, mais je pense que c'est plus l'équipe de Marthe Nyssens qui va directement contacter les personnes sur chaque thématique, pour essayer d'évaluer comment notre consommation a évolué, et quels sont encore les derniers freins au changement.

Erin Piret : D'accord, donc cela a été une expérience ponctuelle, mais il y a encore des évaluations et des discussions qui se font par la suite, même si le groupe n'est plus actif.

Valentin Couvreur :

Exactement. Et la dernière nouvelle, c'est qu'il y a une assemblée de la transition qui va être formée pour essayer d'évaluer où on en est et où on voudrait arriver dans les prochaines années. Si je me rappelle bien, c'est soixante personnes, quinze académiques, quinze étudiant.e.s, quinze membres du personnel administratif et technique, et quinze personnes qui font de la recherche. Ces personnes se mettraient ensemble pour faire des plans pour le futur, voir ce qui n'a pas marché, etc. Ce comité se réunirait, je pense, avant le mois de février, peut-être même d'ici la fin de l'année. Il y aura sûrement des gens qui étudient la question du numérique durable.

Erin Piret : Les personnes qui font partie de ces groupes et comités de transition sont-elles en contact avec les personnes qui s'occupent des marchés publics et prennent les décisions ?

Valentin Couvreur :

Oui idéalement, il faut qu'il y ait une personne qui connaisse bien ces marchés publics, qui soit directement impliquée dans la création des marchés publics, de près ou de loin. A l'époque par exemple, Jean-Michel Carcan, directeur au niveau du service achat je pense, pouvait nous dire quelles étaient les contraintes réelles et comment ils essayaient de faire évoluer les marchés publics. Maintenant les marchés publics, ils ont une échéance tous les quatre ou cinq ans donc on ne peut pas du jour au lendemain essayer de faire un changement. Il faut d'abord arriver au bout d'un marché public pour pouvoir redéfinir un nouveau marché public.

Si on a des achats à l'UCLouvain qui vont au-delà de 1000€, il faut passer par un marché public. Donc forcément, tout le matériel informatique doit passer par le marché public. Actuellement, il est avec Dell et avec Apple. Cela pourrait évoluer. On pourrait, par exemple, aller vers HP à l'avenir, si HP avait des solutions plus intéressantes à proposer. Mais cela ne se fera pas du jour au lendemain. Cela va se faire à l'échéance du prochain marché public.

Ce qui n'est pas clair pour moi, c'est : est-ce que cette assemblée de la transition va directement inclure une personne qui s'occupe des marchés publics ? Comme c'est un tirage au sort, je ne suis pas convaincu que ce sera le cas. Par contre, il y aura certainement une interaction lors de la présentation du rapport final de cette Assemblée de la transition, à l'issue de laquelle il y aura une discussion avec les personnes qui sont responsables des marchés publics. A côté de cela, plein d'actions sur le numérique durable peuvent être faites sans passer par les marchés publics. Parce que il n'y a pas d'achat...

C'est tout ce qui est lié à l'éducation, tout ce qui est lié au choix de produits non-payants. Je pense en particulier à Ecosia, par exemple. Ce sont des choses qui pourraient se faire du jour au lendemain si on arrive à avoir l'adhésion des personnes qui sont dans le processus de décision. Au niveau de l'éducation, c'est une adhésion au niveau des académiques qui vont donner les cours, et je pense que cela peut se faire relativement rapidement.

Erin Piret : Qui sont les personnes qui entrent dans le processus de décision ?

Valentin Couvreur :

Marthe Nyssens et Marc Servais vont toujours consulter les personnes de l'administration mais aussi des représentants des différents corps : étudiants, chercheurs, etc. Si j'ai bien compris le fonctionnement, ils font partie d'un organe qui s'appelle le Conseil du Développement Durable. C'est un organe qui n'a pas vraiment de pouvoir décisionnaire mais plutôt un pouvoir consultatif. C'est-à-dire qu'ils vont consulter plein de gens et puis faire remonter les informations au niveau du Conseil rectoral et au niveau du Conseil d'Administration, où les décisions importantes sont prises. Je parle de décisions importantes, mais ce ne sont pas toujours des décisions qui sont considérées comme importantes. Là, il y a peut-être un petit peu plus de flexibilité pour avoir une action directe. Notamment sur les produits dans le catalogue, Lyreco. C'est Lyreco qui a obtenu le marché public pour nous proposer tous les achats de petits produits de consommation liés aux pauses café, par exemple. Au sein de ce catalogue, y a des produits qui sont durables et d'autres qui le sont moins. Par exemple, on pense au gobelet en carton versus le gobelet en plastique. Si les deux sont proposés, Marc peut suggérer de mettre en avant un produit qui est plus durable ou un produit qui est labellisé comme *Fair Trade*, bio, etc.

A la limite, on pourrait même dire qu'on interdit l'achat de certains produits qui sont moins durables, comme les gobelets en plastique, par exemple. Si j'ai bien compris, ce sont des décisions qui se font en concertation avec les personnes qui gèrent l'interface entre les utilisateurs et les utilisatrices et tous ces achats. Donc au niveau des ordinateurs, il y a certainement des informations qui peuvent être données aussi, l'empreinte carbone par exemple, je ne sais pas s'ils vont plus loin. On pourrait imaginer : D'où les matériaux sont-ils originaires ? Si l'information est disponible, on pourrait imaginer de donner cette information-là. Est-ce qu'ils sont passés par une filière certifiée durable ? Comme pour le cacao par exemple, c'est parfois difficile de tracer cette information complémentaire qui pourrait être donnée. C'est une autre manière d'influencer les choix des personnes, les faire réfléchir aux différents ordinateurs disponibles, leur empreinte. Est-ce qu'ils sont labellisés ou pas ? Et est-ce que tu en as vraiment besoin ? C'est aussi cela la question, est-ce que tu as vraiment besoin, de cet écran supplémentaire ou pas. Et donc je pense qu'un des plans, je ne suis pas sûr que cela a été implémenté mais tout cas cela a été dans le processus, c'est que lorsque tu regardes pour acheter quelque chose en termes de numérique, ce serait bien de mettre en valeur les produits qui ont moins d'impact carbone, par exemple. Leur donner un petit peu plus de visibilité. Cela peut déjà avoir un gros impact sur les achats.

Erin Piret : Une autre piste que tu évoquais tantôt, c'est l'éducation. Des projets, comme « Ecosia on Campus », par exemple. Est-ce que ce sont des projets sur lesquels tu es impliqué, des projets d'éducation relatifs au numérique responsable ?

Valentin Couvreur :

Moi, je n'ai pas fait la fresque du numérique. Maintenant, je pense qu'il y a des personnes qui l'ont faite, notamment au niveau des Ingés en Transition, avec lesquels tu as peut-être été en contact. Enfin, peut-être via David Bol et compagnie. Maintenant, on a à l'UCLouvain un fond qui vient d'être débloqué de la part du fonds de développement durable, ici à Louvain, pour former un écosystème de fresqueurs et fresqueuses qui vont pouvoir alimenter différents cours avec les fresques dont la fresque du numérique. L'objectif, c'est que si à un moment donné, dans un cours, en INGE, dans un cours en management, dans un cours en philo, on a une demande pour animer une fresque du numérique par exemple, on puisse trouver directement des personnes qui ont été formées à l'animation de la fresque. Je pense que c'est un levier majeur de prise de conscience au niveau de la communauté étudiante. Cela peut aussi passer par des kots à projets. Il y a des kots à projets qui s'intéressent aux questions de consommation. Ce sont des personnes qui pourraient aussi proposer des animations plus largement en dehors des cours. L'objectif c'est vraiment de dynamiser ce genre d'initiative en mettant à disposition des fonds pour faire venir des personnes qui vont nous former à l'animation. Cela a déjà été fait pour la fresque du plastique, la fresque de l'économie circulaire. Et c'est en préparation pour d'autres fresques comme le numérique.

Erin Piret : Par rapport à ces fresques du numérique, les volontaires qui vont devenir animateurs, est-ce qu'ils doivent se proposer ou est-ce qu'on les recrute dans différentes facultés ?

Valentin Couvreur :

On donne l'information, je pense que c'est Mélodie Bruyère qui s'en est occupée, elle est à la Maison du Développement Durable. Il y a un appel lancé pour savoir si les personnes sont intéressées à devenir animateur.ice.s de fresques du numérique. Cela passe par des newsletters et il y en a plusieurs liées à la transition. Parfois, cela peut même être diffusé à un public plus large. Nous essayons de viser environ huit personnes à former à l'animation, avec des profils diversifiés pour toucher différents publics, mais aussi des personnes qui vont rester à plus long terme, par exemple. Cela se passe comme cela, et si des personnes sont intéressées directement, nous leur disons que nous les tiendrons informées dès que la formation à l'animation sera organisée.

Erin Piret : Est-ce qu'il y a une personne de contact à qui on peut parler des projets de transition vers le numérique responsable et qui se charge de la diffusion ? Est-ce que c'est aussi Mélodie Bruyère ?

Valentin Couvreur :

Je pense que Mélodie Bruyère est une bonne personne de contact pour les projets de transition. Si tu veux essayer de communiquer sur le numérique durable, je pense que c'est une bonne personne à contacter. À côté de cela, à une époque, nous avons essayé de mettre en place une plateforme des initiatives de transition au sein du CORSI. Cette plateforme inclurait des initiatives de transition issues de kots à projets et d'autres portées par des personnes faisant de la recherche. Elle donnerait de la visibilité à ces initiatives, avec une personne de contact à chaque fois, au cas où l'on voudrait créer un compost collectif, par exemple. Je pense que la plateforme n'est plus mise à jour. Maintenant, sur le portail de l'UCLouvain, il y a une page dédiée au campus durable sur laquelle on trouve également de nombreuses initiatives. Il faudrait voir si ce type d'initiatives sur le numérique durable pourrait y être intégré. Cela passe également par les rapports de transition, cela passe de différentes manières. Il y a

aussi le groupe Teams sur lequel tu es, le groupe "Transition Transversal". Cela pourrait également passer par là aussi, en restant conscient que nous touchons un peu plus de 100 personnes, donc cela reste limité. Mais ce sont des personnes très intéressées par la transition, et donc potentiellement, cela pourrait avoir plus d'impact qu'une diffusion plus large qui est lue par très peu de personnes.

Erin Piret : Pour revenir sur la thématique de la sobriété numérique, est-ce que, sans trop réfléchir, tu as en tête des personnes responsables ou du moins fortement impliquées dans ce sujet à l'UCLouvain ?

Valentin Couvreur :

Je pense immédiatement à David Paul comme personne engagée sur le numérique responsable. Je pense aussi à Thibault Pirson. Evidemment, cela dépend également du directeur du SGSI, Jean-Luc Martou, avec lequel il est parfois plus difficile de faire avancer les choses, car il faut vraiment le convaincre. Il y a aussi une autre personne qui est relativement engagée sur la question, c'est Yves Deville, qui est un chercheur mais s'occupe aussi beaucoup des questions liées aux salles informatiques.

Au niveau des bibliothèques, il y a un groupe assez engagé dans la transition, appelé BIUL (Bibliothèques de l'Université Catholique de Louvain). Au sein de ce groupe, il y a un sous-groupe appelé "Green BIUL", qui cherche à faire évoluer les pratiques des bibliothèques vers plus de durabilité. Il y a Sophie Baie-James, je peux copier-coller son nom si tu veux. Je mets son adresse e-mail dans notre conversation. Si je me souviens bien, Sophie a également visité d'autres bibliothèques dans d'autres universités, notamment à l'étranger, qui étaient très en avance sur les questions de durabilité. Elle est revenue avec beaucoup d'idées qu'elle aimerait mettre en œuvre dans les bibliothèques ici. Ce sont aussi de bonnes personnes relais, je pense.

Erin Piret : Si tu devais donner un top cinq, sans trop réfléchir, des actions mises en place à l'UCLouvain pour favoriser la sobriété numérique, quelles seraient-elles ?

Valentin Couvreur :

Je pense que les actions qui ont le plus d'impact sont celles qui sont coercitives, c'est-à-dire celles où l'on prend une décision, et où du jour au lendemain, on est obligé de faire quelque chose. Je pense notamment à l'augmentation de la durée de vie des ordinateurs. C'est cela qui a le plus d'impact, je pense. Donc, je pense notamment à l'augmentation de la durée de vie des ordinateurs. Il y a maintenant un petit projet qui viserait à ne plus informer les gens, à la fin des cinq années de leur ordinateur, qu'ils peuvent avoir un ordinateur en remplacement. Ce serait plutôt une démarche inversée : si mon ordinateur a 5 ans et qu'il ne fonctionne plus très bien, je vais faire une demande pour pouvoir commander un nouveau. Je pense que cela peut avoir un gros impact parce qu'il y a énormément d'ordinateurs qui sont encore en bon état. Et les gens n'y penseront peut-être même pas quand ils arriveront au bout des 5 ans, je continuerai à l'utiliser. Mon ordinateur peut rester confortable tant qu'il n'est pas obsolète. Je pense que c'est le genre d'initiative qui peut passer relativement inaperçue parce que finalement, c'est juste qu'on arrête de contacter les gens pour leur dire qu'ils peuvent avoir un nouvel ordinateur. Ils pourront toujours en avoir un techniquement, mais on arrête de leur dire. C'est possible de gagner une année sur, peut-être, la moitié des ordinateurs de la communauté de Louvain, ce qui serait énorme en termes d'empreinte carbone et plus largement d'empreinte écologique.

À côté de cela, je pense qu'au niveau de l'éducation, il y a pas mal de choses à faire aussi. Ce n'est peut-être pas du jour au lendemain qu'on va mesurer un impact fort, contrairement aux

changements coercitifs. Mais cela pourrait avoir un impact à long terme sur l'utilisation responsable des ressources numériques par les étudiants, les membres du personnel, etc. Ici à l'UCLouvain, mais aussi en dehors, à la maison et même après leur passage à l'UCLouvain. Je pense que c'est le genre d'action qui peut vraiment « faire boule de neige » et donc il faut bien communiquer, que ce soit dans les cours ou via différents canaux de communication.

Ensuite, il y a tout ce qui est recyclage, revalorisation, plutôt que d'envoyer les appareils à la casse. Je pense que cela aussi, peut avoir beaucoup d'impact.

Je pense qu'au niveau de l'utilisation de l'ordinateur, c'est le type d'action qui a peut-être un petit peu moins d'impact. Mais on peut toujours essayer de cibler. Lors de l'envoi d'e-mails à une large liste de diffusion, les grosses pièces jointes incluses, par exemple, cela n'est vraiment pas optimal. On peut essayer de communiquer sur une limite, par exemple, de 5 mégas, et privilégier l'envoi d'un lien vers un serveur plutôt que de joindre la pièce elle-même. Cela aussi, cela peut avoir un gros impact. Il faut informer les gens là-dessus. Encore récemment, mon président d'institut questionnait l'intérêt de communiquer par e-mail des informations importantes via une large liste de diffusion en disant que c'est mauvais pour la planète et qu'il vaut mieux essayer de communiquer un peu moins, mettant ainsi en péril l'information importante et les sa réception par la communauté. Donc, là aussi, je pense qu'il y a vraiment une éducation à faire pour que les gens prennent conscience que ce ne sont pas ces petits e-mails de quelques kilo-octets envoyés à une liste de diffusion qui vont avoir un impact important. C'est vraiment la question des pièces jointes, etc. Il ne faut pas que, en économisant quelques grammes de carbone en n'envoyant pas cet e-mail-là, on devienne une institution qui devient dysfonctionnelle parce que les gens ne se parlent plus. Donc, c'est important que les gens aient conscience de comment agir pour être efficace, tout en restant fonctionnels.

Et puis, je pense qu'au niveau des services extérieurs, Ecosia serait intéressant. Il y a différents scopes, dans l'impact de l'université, le Scope 1, Scope 2, Scope 3. Là, je pense qu'on est plutôt sur un Scope 3, c'est-à-dire que nous avons des services qui sont fournis par une entreprise extérieure et si nous on travaille avec cette entreprise-là, elle arrive à collecter de l'argent. On ne doit pas le payer de notre poche, cela se fait via des mécanismes qu'elle a mis en place, notamment via le soutien de certaines pages qui vont apparaître plus haut dans les recherches. Cette entreprise-là peut avoir elle-même un impact en donnant l'argent qu'elle a récolté à des projets qui vont aider des populations dans des pays du Sud et même à des projets qui sont liés à la transition, ici localement.

Il y a un impact humain, il y a un impact sur la biodiversité, car il y a des arbres notamment qui sont plantés dans des zones qui ont été déforestées. L'objectif c'est de replanter des arbres qui sont des essences locales, c'est-à-dire qu'ils étaient dans l'environnement naturel avec des densités qui respectent celles des forêts qui étaient là avant la déforestation. Donc, il y a vraiment une bonne gestion et l'objectif n'est pas de planter un maximum d'arbres, mais plutôt de recréer ces écosystèmes qui sont essentiels. Je pense que cela peut vraiment avoir un impact très positif pour la biodiversité, mais aussi pour tout ce qui est stockage du carbone. Sur le stockage de carbone, évidemment les estimations sont toujours relativement imprécises. Dans leur rapport chez Ecosia, ils ont une sorte de rapport d'impact dans lequel ils disent que l'utilisation de leurs services a une empreinte carbone parce qu'ils consomment de l'énergie. Heureusement, cette énergie est très peu carbonée car ils ont des centrales solaires, etc. Mais ils sont conscients qu'il y a une consommation d'énergie et donc des émissions de carbone. Cependant, les actions qu'ils font avec l'argent qu'ils récoltent compensent plus de 1000 fois l'empreinte carbone. C'est-à-dire que l'impact sur le bilan carbone est négatif. Et quand on dit 1000 fois, cela veut dire que même s'ils se trompaient par un facteur 2 ou même un facteur 10 dans leurs estimations de capture de carbone, cela resterait extrêmement positif. Donc, je pense que ce sont des choses qui peuvent aussi vraiment être mises en

avant. A l'UCLouvain, on a eu beaucoup de difficultés à faire passer ce projet. Dans sa forme actuelle, on a de temps en temps un petit peu de communication de la REC, l'organisation de l'UCLouvain, qui partage l'information sur le nombre d'arbres qui ont été financés grâce à notre utilisation d'Ecosia en tant qu'université UCLouvain. Donc, il y a un petit compteur commun et je pense qu'actuellement, on tend vers 8000 arbres qui ont été financés. On est relativement peu, on est un peu plus de 200 personnes à utiliser le compteur UCLouvain. Il y a donc un enjeu d'essayer d'avoir une adhésion plus large. C'est un coût nul pour l'université donc c'est un levier qui est vraiment facile à mettre en place. Mais pour cela, il faut arriver à ce que les personnes qui sont dans les processus de décision adhèrent. On a des difficultés pour différentes raisons, notamment parce que certaines personnes disent que c'est bien d'avoir une empreinte carbone négative, mais que si on consomme plus d'énergie, cela ne va pas. Donc, il y a des hypothèses sur le fait que l'utilisation d'Ecosia consommerait plus d'énergie que d'utiliser Google, par exemple. Il y a aussi un manque de clarté sur le niveau où cela peut se décider. Il est possible que cela soit décidé dans un avenir proche. On aurait par exemple un passage vers Ecosia dans toutes les salles informatiques, dans toutes les bibliothèques, par défaut. Ce qui veut dire que cela serait obligatoire. Et dans un troisième temps, peut-être sur tous les nouveaux ordinateurs qui seraient fournis aux membres du personnel. Il serait là par défaut. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne pourrait pas en un clic changer vers Google, par exemple. Cela serait une action non coercitive. On reste quand même relativement *soft*, mais on pense qu'une large partie de la communauté universitaire qui est relativement indifférente entre différents moteurs de recherche et qu'Ecosia est suffisamment performant pour pouvoir bien fonctionner et fournir le service nécessaire pour travailler ici à Louvain.

Erin Piret : Quand tu me dis qu'il y a des incertitudes par rapport à quel niveau cela peut se décider, ces discussions-là qui ont lieu avec le service informatique ou avec d'autres personnes aussi dans d'autres services

Valentin Couvreur :

Il y a eu des discussions qui ont eu lieu entre moi, en tant que porteur du projet, avec d'autres étudiants aussi qui venaient soutenir le projet, Marthe Nyssens en tant que représentante de Transition UCLouvain, Marc Servais, en tant que membre du personnel administratif et technique, Jean-Luc Martou en tant que directeur du service de gestion de tout ce qui est informatique, et Yves Deville en sa qualité de co-gestionnaire des salles informatiques. Il y a eu des discussions, mais il n'y a pas eu de consensus qui a été trouvé. Maintenant, on a un soutien fort de la part de Marthe et donc il est possible que cela évolue dans les mois à venir.

Erin Piret : Tu me disais en prenant l'exemple des discours sur les e-mails, que l'accent n'était peut-être pas mis au bon endroit. Est-ce que tu remarques au quotidien qu'il y a une méconception des enjeux écologiques du numérique ? Ou bien globalement, les gens savent que c'est à l'étape de fabrication qu'il y a le plus d'impact ?

Valentin Couvreur :

Je ne suis pas sûr que les gens en aient conscience, notamment à cause des discours public, de personnes qui ont beaucoup de visibilité. Notamment, il y a quelques années, en France, il y avait un ministre de la transition, la personne qui a appris le relais de Nicolas Hulot je pense, qui disait "Arrêtez de vous plaindre que l'on a trop d'émissions de carbone ici en France. Commencez par effacer vos e-mails." Je pense que ce sont des personnes qui ont beaucoup de visibilité et une compréhension relativement mal informée des enjeux et des ordres de grandeur, en termes d'empreinte carbone par

exemple. Ils ont un impact sur le public car les gens entendent cela et se disent « c'est là que cela se joue, c'est sur mes e-mails ». Au niveau de l'UCLouvain, je pense qu'il y a quand même relativement peu de communication. Il y a peut-être une petite communication qui a eu lieu récemment, un guide du bon usage des pratiques durables à l'université qui vient de sortir. Je n'ai pas encore eu le temps d'aller voir dans le détail, mais j'imagine qu'il y a quelque chose sur le numérique durable aussi. Mais je ne suis pas sûr que cela a été beaucoup lu. Moi je connais encore beaucoup de personnes qui ont plusieurs écrans, qui ont l'occasion de prendre un écran beaucoup plus grand et qui le prennent sans se poser trop de questions. Donc je ne suis pas sûr que les gens réalisent que c'est au niveau de la fabrication qu'il y a de gros enjeux. Ce sont des choses sur lesquelles on essaie de travailler, notamment dans des ateliers comme « 2tonnes ». Cela prend du temps. Je pense aussi que parfois le message est donné, mais il n'est pas vraiment reçu parce que les personnes n'apprécient pas d'entendre des choses qui sont pas cohérentes avec leurs comportements. C'est tout ce qui est lié au biais de confirmation. C'est-à-dire qu'elles ont une conception du monde, elles ont des croyances et elles ont tendance à plus écouter tout ce qui est cohérent avec leurs croyances préexistantes. Par contre, dès qu'on les remet en question, cela rentre par une oreille, cela sort par l'autre, parce que ce n'est pas cohérent avec leur conception du monde. L'exemple facile, c'est la consommation de viande rouge. Je pense qu'avec le numérique durable, il y a peut-être aussi des enjeux qui sont liés à cela.

Par contre, je pense que là où on peut les aider à évoluer dans leur conception et leurs croyances, c'est en leur permettant d'observer que des personnes autour d'elles ont des comportements plus durables. Par exemple, moi, j'ai un ordinateur sans écran attaché à côté. Si de plus en plus de personnes adoptent un simple ordinateur sans écrans multiples, sans forcément le dire, cela pourrait devenir visible. Il faudrait peut-être le rendre plus visible dans la communication à l'UCLouvain. Par exemple, dans ce petit rapport où il y a une photo d'une personne avec son ordinateur. On pourrait imaginer qu'il y ait une photo d'une personne qui accueille les étudiants à leur arrivée à UCLouvain, mais sans trois écrans à côté d'elle. C'est aussi là que petit à petit, de manière plus discrète, je pense que les changements dans les mentalités peuvent se faire.

Donc, pour résumer, l'idée que j'étais en train de développer, c'était qu'on peut bombarder les gens d'informations, mais ce n'est pas garanti que cette information soit reçue, car les gens ont des biais de confirmation. Ils ont tendance à accepter des informations qui confirment leurs croyances préexistantes. Donc, si on leur donne des informations sur le numérique durable qui ne sont pas en cohérence avec leurs croyances, cela risque de passer à côté de l'objectif. Par contre, ce qui peut fonctionner, c'est de montrer petit à petit, à travers des personnes qui adoptent des pratiques durables liées au numérique, que ces pratiques sont possibles et bénéfiques. On peut rendre ces bonnes pratiques visibles dans la communication, sans forcément le dire explicitement. Par exemple, en mettant en avant des personnes avec un seul écran d'ordinateur plutôt que plusieurs. Ces petites transformations peuvent sembler anodines, mais elles peuvent influencer les mentalités.

Erin Piret : Cela me fait penser à la théorie du *Nudge*, tu en as déjà entendu parler ?

Valentin Couvreur : Tout à fait.

Erin Piret : Super, merci beaucoup pour cet entretien, c'était très enrichissant. Est-ce qu'il y a autre chose que tu voulais ajouter sur le sujet ?

Valentin Couvreur :

Tu parlais du *nudging* et cela fait maintenant bientôt un an, qu'il y a régulièrement un challenge que je relaie et qui utilise le nudging. Il a notamment une dimension technologique liée au numérique durable. Le challenge s'appelle "Ma Petite Planète". C'est un ensemble de défis que l'on peut réaliser

en trois semaines. Certains sont des défis *one shot*, tandis que d'autres s'inscrivent plus dans le long terme et durent les trois semaines. Cela peut vraiment aider les gens à trouver la motivation pour changer d'habitude et peut-être conserver cette habitude sur quelques semaines. Une fois qu'on l'a fait, on se sent capable de conserver ce nouveau comportement. C'est un challenge qui se fait en équipe donc c'est vraiment sympa pour créer du lien. En même temps, cela touche à l'écologie, donc il y en a pour tous les goûts car plein de dimensions sont couvertes. Si à un moment donné, tu as envie d'évaluer l'impact de ce genre d'initiative, je pense que cela peut vraiment être intéressant. Cela peut être toi ou des gens autour de toi qui sont intéressés. Moi je coordonne la formation de groupe à l'UCLouvain. On crée des petites ligues qui font entre six et douze personnes. Elles vont interagir ensemble et aider l'apprentissage collectif. Il y a des dimensions numériques dedans aussi.

Erin Piret : Super, est-ce que tu as un lien sur lequel je peux retrouver cette initiative ?

Valentin Couvreur :

Oui, je vais te l'envoyer. Il y a différentes manières de rentrer dans "Ma Petite Planète". J'utilise le cadre grand public, c'est gratuit, sur base volontaire, chacun son rythme. C'est vraiment sympa et flexible, et c'est aussi très ludique. On apprend en s'amusant. Le *nudging*, je trouve que cela marche vraiment bien et peut être une des clés pour ces changements à venir.

Erin Piret : C'est super intéressant ! Donc c'est une initiative personnelle que tu as prise et que tu implémentes à Louvain, ce n'est pas un projet qui vient de l'université ?

Valentin Couvreur :

Non, ce n'est pas un projet qui vient de l'UCLouvain. A la base, c'est parti d'un dans le team transition transversal pour ma petite planète, justement où tu peux trouver quelques infos. Parfois on échange un petit peu aussi sur ce canal-là.

C'est une initiative qui vient d'une association française. Il y a pas mal d'adhésion. Le dernier challenge, entre mai et juin 2023, comptait 15 000 participants au niveau global. À Louvain, nous étions peut-être une cinquantaine de participants, mais dans des ligues différentes donc nous n'avons pas toujours une vue complète des participants. Mais je pense que cela pourrait être sympa dans cet état d'esprit *nudging*, d'utiliser des pédagogies qui sont plus motivantes. Cela pourrait être une manière sympa d'essayer de créer une émulation à Louvain en formant des équipes et en rejoignant le challenge. On pourrait également donner de la visibilité aux personnes qui ont changé de comportement grâce à ce challenge, voir si elles ont conservé ces changements par la suite. Je trouve cela hyper intéressant et cela peut être très *fun*.

Erin Piret : Merci de m'avoir accordé cet entretien, bonne journée !

Valentin Couvreur : Merci à toi, au revoir.